

## **AFRIQUE – ETATS UNIS**

### **Les fondements, le contexte et les arcanes d'une coopération**

*Par Sanou Mbaye*

<http://sanou.mbaye.free.fr>

## Table des matières

1	HISTORIQUE.....	3
2	UNE DETTE GIGANTESQUE.....	5
3	DEFICIT BUDGETAIRE.....	5
4	WISEES EXPANSIONNISTES : LE FACTEUR PETROLIER .....	6
5	CONSOMMATION AMERICAINE DE PETROLE.....	7
6	PRODUCTION AMERICAINE DE PETROLE .....	7
7	RESERVES AMERICAINES DE PETROLE.....	7
8	IMPORTATIONS AMERICAINES DE PETROLE.....	7
9	STRATEGIE DE COMPLEMENT DU DEFICIT AMERICAIN DE PETROLE ...	8
10	LE PETROLE AFRICAIN : MISE EN COUPE REGLEE DU CONTINENT .....	8
	A. S'assurer de l'adhésion des Africains Américains.....	9
	B. Faire main basse sur le pétrole du golfe de guinée .....	9
	C. Installer des bases militaires stratégiques .....	11
	D. Consolider l'influence économique américaine dans la région.....	11
11	ALTERNATIVES AFRICAINES .....	12
	a. Industrialisation.....	13
	b. La résolution de la dette .....	15
	c. Rôle des élites noires.....	18
	d. Moralisation des mœurs politiques.....	18
12	CONSTRUCTION DE L'UNITE AFRICAINE.....	19
13	CONCLUSION .....	21
	ANNEXES .....	23
	NOTES .....	29

# 1 HISTORIQUE

- 1.1 Karl Marx prédisait l'étiollement progressif des Etats jusqu'à leur disparition ultime sous les coups de boutoir assénés par la dictature du prolétariat et l'avènement d'une société communiste idyllique. Il aurait été stupéfait de constater sa prophétie se réaliser, non sous la bannière du communisme mais sous celle de la mondialisation du capitalisme qui a mis tous les états du monde sous sa férule. Il a fallu la combinaison de trois concours de circonstances pour rendre possible ce retournement d'histoire.
- 1.2 La première de ces circonstances a consisté en l'abolition, par Richard Nixon, au début des années 1970 de l'étalon or et du régime des taux de change fixes de [Bretton Woods](#). A partir de cet instant la création monétaire n'était plus assujettie qu'au volume de crédits accordés aux Etats, aux entreprises et aux individus. Dans un tel contexte, il n'a pas fallu beaucoup de temps aux banques centrales pour perdre tout contrôle monétaire, ne disposant plus que des réserves mondiales de change d'environ 1,9 mille milliards de dollars comme seules armes face aux marchés boursiers où le volume des transactions financières journalières a atteint le niveau délirant de 1,5 mille milliards de dollars dont les trois quarts concernent des opérations spéculatives. La seconde circonstance a tenu à l'effondrement du communisme et la troisième à l'invention de la puce électronique qui a conduit à une révolution dans les technologies de l'information et de la communication et au mariage de l'ordinateur et de la téléphonie. Il n'a plus fallu alors que le zèle idéologique de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher pour faire triompher la nouvelle doctrine néolibérale et la mondialisation des marchés des capitaux au détriment de la souveraineté des états. Reagan et Thatcher trouvèrent leur inspiration dans les idées diffusées par l'école économique autrichienne. Les figures de proue de cette école, [Friedrich Hayek](#) et [Ludwig Von Mises](#) professèrent que le marché était la méthode la plus efficace pour fournir des biens et services. Pour eux, l'Etat devait s'effacer, les syndicats émasculés, la masse monétaire privatisée. C'est seulement dans ces conditions que les événements se produiraient, dans des circonstances bien organisées, sans direction, contrôles ou planning. Cette philosophie a son pendant moral qu'illustrèrent si parfaitement la visite que Ronald Reagan effectua à Bitburg et à ses tombeaux SS, le support passionnel de Margaret Thatcher au régime de l'apartheid de l'Afrique du sud, le refus de l'administration Bush de cautionner la cour criminelle internationale et les décisions du même Bush et de Tony Blair d'aller en guerre contre l'Irak contre l'avis des Nations Unies et de l'opinion publique internationale.
- 1.3 L'abolition de l'étalon or et du régime des taux de change fixes, l'effondrement de l'empire soviétique et les percées technologiques dues à la puce électronique conduisirent donc au règne incontesté des Etats-Unis dans la conduite des affaires du monde dans tous les secteurs d'activités humaines sous la bannière de la mondialisation et du triomphe du capitalisme anglo-saxon. Au plan politique, les américains se mirent en devoir de dompter tout opposant. Le blocus de Cuba qui dure depuis plus de 40 ans est toujours

maintenu, la Yougoslavie de Slobodan Milosevic a été démantelée et son chef mis au ban des accusés du Tribunal international de la Haye et les pays qualifiés de parias par George W. Bush, ceux dits de l' « axe du mal » : l'Irak, la Corée du nord et l'Iran ciblés sinon occupés comme dans le cas du premier. Sur les injonctions d'Israël, la Syrie est également dans le collimateur américain.

- 1.4 Dans la sphère économique, la quasi totalité des pays du globe a chaussé les bottes de l'oncle Sam, même s'il existe ici et là des variantes comme en Chine avec un libéralisme économique assujéti à un parti unique qui se définit encore comme d'obédience « communiste ».
- 1.5 Dans le domaine militaire, la fin de la guerre froide n'a pas mis un terme à la frénésie d'armement des américains, bien au contraire. Le Congrès américain a adopté un budget militaire 2004 qui s'élève à 400,5 milliards de dollars et a mis un terme au moratoire sur la recherche des armes nucléaires de petit calibre. Combinée à la poursuite du programme de bouclier anti-missiles dénommé « guerre des étoiles », ce programme d'armement américain absorbe des sommes colossales qui auraient trouvé un meilleur usage dans la lutte contre la pauvreté et l'éradication de la plupart des maux qui gangrènent le monde d'aujourd'hui : insécurité, sida, terrorisme, chômage, commerce inégal, pollution, détériorations climatiques, etc.
  - [Annexe 1](#) : Graphique : Les temps forts du cycle budgétaire en défense, États-Unis, 1945-2001, en milliards de dollars constants de 2001 ;
  - [Annexe 2](#) : Graphique : Evolution des budgets R&D 1989-2005, en milliards de dollars constants de 2001 ;
  - [Annexe 3](#) : Graphique : Évolution du budget de R&D militaire américain, 1980-1989, en milliards de dollars courants et constants (2001) ;
  - [Annexe 4](#) : Graphique : Le budget de défense des États-Unis affecté aux acquisitions, 1997-2005, en milliards de dollars courants et constants (de 2001) ;
  - [Annexe 5](#) : Graphique : Les phases de croissance des dépenses en acquisitions franchies depuis 1960, États-Unis, pourcentage de la progression en dollars constants de 2001 ;
  - [Annexe 6](#) : Graphique: Les phases de croissance des dépenses en acquisition franchies depuis 1960, États-Unis, en dollars constants de 2001 ;
  - [Annexe 7](#) : Tableau: Évolution des compressions budgétaires par poste, 1985-1998, en pourcentage ;
  - [Annexe 8](#) : Tableau: Quelques systèmes d'armes majeurs ayant atteint récemment le stade de la production, dépenses en milliards de dollars courants pour la période 1999-2001
- 1.6 Au plan religieux, les musulmans brandis comme des « extrémistes » sont traqués en Afghanistan, au Pakistan, en Indonésie, en Irak, en Palestine, en

Tchéchénie, au Soudan, en Somalie, au Yémen et dans tous les recoins du monde où ils peuvent se trouver.

- 1.7 Une telle domination des Etats-Unis d'Amérique pourrait sembler absolue n'eussent été trois fissures fatales dans l'armure américaine qui ont noms dettes, déficit budgétaire et pétrole.

## **2 UNE DETTE GIGANTESQUE**

- 2.1 L'économie américaine est marquée par une explosion de la dette. L'ensemble de la dette intérieure, celle des ménages et du gouvernement a atteint le niveau de 31 100 milliards de dollars. Si l'on n'y ajoute les quelque 2000 milliards de dollars de dette extérieure, on arrive à un total de 33 000 milliards de dollars qui nécessite un service (amortissements plus intérêts) de 5 700 milliards de dollars par an, soit 55% du PIB des Etats-Unis en 2001 (10 200 milliards de dollars).
- 2.2 Etant donné que ces statistiques datent d'avant la guerre en Irak, il n'est point besoin d'être devin pour prédire des turbulences accrues du système financier anglo-américain arrivé à bout de souffle, impossible à gérer et dont la thérapeutique n'est certainement pas dans une fuite en avant dans la guerre. Le temps des conflits fomentés à grande échelle pour achever le plein emploi, se défaire des dettes par une inflation galopante et générer une relance économique fondée sur des investissements massifs dans des travaux de réparation et de reconstruction de grande envergure est rendue obsolète par les développements technologiques sans précédent qui font des services industries (marchés dérivés, fusions, acquisitions, musique, loisirs, sports, technologies de l'information et de la communication, etc.) les nouveaux moteurs de croissance économique, contribuant pour 75% dans la formation du PNB des Etats-Unis.

## **3 DEFICIT BUDGETAIRE**

- 3.1 Entre 2000 et 2002, le budget fédéral américain est passé d'un surplus de 295 milliards de dollars sous l'administration démocrate de Bill Clinton à un déficit de 257 milliards de dollars. Durant cette même période les crédits se sont accrus de 4,4 milliards de dollars. En 2003, le déficit budgétaire sera de l'ordre de 500 milliards de dollars auxquels il conviendra d'ajouter les dépenses en Irak qui absorbent 4 milliards de dollars par mois et qui nécessitent des rallonges budgétaires épisodiques. Toute cette débauche de crédits et de dettes n'a en rien contribué à relancer la croissance économique, le PNB n'ayant enregistré qu'un accroissement additionnel de 248 milliards de dollars en termes réels en dépit d'une succession de baisses des taux directeurs de la [Federal Reserve \(Fed\)](#), la banque centrale américaine, qui ont atteint des niveaux historiquement bas. Face à une telle situation, la logique aurait consisté à faire contribuer les riches pour amoindrir le déficit fédéral en

augmentant les impôts. Une telle mesure n'est apparemment pas dans les arsenaux de la droite républicaine. Bien au contraire, les riches bénéficient de baisses massives d'impôts se chiffrant à 350 milliards de dollars. Dans cette approche kafkaïenne de la gestion des affaires de l'état américain, cette largesse faite aux riches s'accompagne de baisse des dépenses d'éducation, de santé, de prévention et des actions sociales. Résultat, non seulement le fossé se creuse entre les plus riches - mieux instruits et en meilleure santé - et les plus pauvres, particulièrement les Noirs, incapables de se mobiliser pour faire valoir leurs droits, mais le dollar a toutes les chances de sombrer, plongeant l'Amérique dans une récession qui s'étendra au reste du monde comme une épidémie. Un désastre dû à l'incompétence, à l'arrogance et à l'irresponsabilité de George Bush et de son équipe.

#### **4 VISEES EXPANSIONNISTES : LE FACTEUR PETROLIER**

- 4.1 Les Etats-Unis ont un besoin désespéré d'accès à de nouvelles réserves d'énergie. Les industries et les motoristes américains consomment l'essence à un rythme sans commune mesure avec le reste du monde au moment même où leurs propres réserves s'épuisent et que la demande de pétrole s'accroît. Une étude rédigée par l'ancien chef de Halliburton oil services group, Dick Cheney, l'actuel Vice-président des Etats-Unis d'Amérique met l'accent sur la dépendance américaine à l'égard d'un marché d'énergie stable et de l'impératif qui en résulte pour les américains de mener une politique étrangère dont le but serait de protéger l'approvisionnement américain en pétrole. Les Etats Unis consomment 20 millions de barils/ jour de pétrole dont la moitié est importée. Pour les caciques du parti républicain au pouvoir, un accès libre aux réserves de pétrole du monde avec la possibilité d'en contrôler les niveaux de production et de prix est devenu une question de vie ou de mort.
- 4.2 Les actions terroristes du 11 septembre 2001 dont les auteurs ont été dans leur quasi-totalité des citoyens de l'Arabie Saoudite, l'un de leurs plus gros fournisseurs, et l'instabilité politique prévalente au Venezuela, leur quatrième fournisseur, ont servi de prétexte aux américains pour se prémunir des menaces qui pèsent sur leurs sources d'approvisionnement en s'appropriant le pétrole Irakien et en décidant d'évacuer leurs troupes de l'Arabie Saoudite pour diffuser le mécontentement que leur présence sur les lieux saints de l'islam suscite et qui risque de mettre fin au règne de la royauté saoudienne. Une perspective cauchemardesque pour les américains pour qui, l'arrivée au pouvoir en Arabie Saoudite de musulmans fondamentalistes mettrait fin à leur manne pétrolière saoudienne sans qu'ils disposent de moyens de compenser une telle perte.

## **5 CONSOMMATION AMERICAINE DE PETROLE**

- 5.1 Les Etats-Unis consommaient, en moyenne, 19,6 millions de barils/jour de pétrole en 2000. En dépit des projections qui indiquent qu'à ce rythme de consommation, ils épuiserait leurs réserves de pétrole dans quarante ans environ, la demande ne cesse de croître due aux facteurs suivants :
1. accroissement de la population ;
  2. nouveaux domaines d'usage du pétrole ;
  3. augmentation de la consommation de pétrole des riches qui sont insatiables en matière de conditions de vie meilleures et de surcroît de confort.
- 5.2 En conséquence, la consommation de pétrole s'accroît de 2% tous les ans avec son corollaire d'augmentation des émissions de gaz carbonique, ce qui n'a pas incliné pour autant les américains à ratifier le traité de Kyoto qui vise la réduction de telles émissions.

## **6 PRODUCTION AMERICAINE DE PETROLE**

- 6.1 Les Etats-Unis ont produit assez de pétrole pour satisfaire leur propre demande jusqu'en 1970. Après cette année, ils furent réduits à importer du pétrole pour faire face à leurs besoins en énergie. En 2000, la production domestique de pétrole brut était en moyenne de 5,8 millions de barils/jour, soit 24% de moins comparée à ce qui était produit en 1985. Toutefois, d'après l'EIA (Energy Information Administration), la production de pétrole s'est accrue de 1,1% en 2001, ce qui représente 70 000 barils/jour. La production américaine de pétrole représente 12% de la production mondiale et les perspectives de découverte de nouveaux gisements sont minimales.

## **7 RESERVES AMERICAINES DE PETROLE**

- 7.1 D'après l'EIA, les Etats-Unis d'Amérique avaient, en Janvier 2001, des réserves prouvées de pétrole de 21 milliards de barils. C'est juste suffisant pour permettre au pays de fonctionner trois ans et demi sans recourir à l'importation. Quatre Etats abritent 84% de ces réserves : le Texas compte pour 25%, l'Alaska pour 24%, la Californie pour 21% et la Louisiane pour 14%. Les nouvelles découvertes de gisements pétroliers faites depuis 1999 sont presque toutes localisées dans le golfe du Mexique et en Alaska (321 millions de barils). Toutes les autres découvertes furent des extensions de puits existants ou de nouveaux réservoirs mis à jour dans de vieux gisements (404 millions de barils).

## **8 IMPORTATIONS AMERICAINES DE PETROLE**

- 8.1 La demande de pétrole augmente aux Etats-Unis tous les ans en même temps que la production interne diminue. Avec une consommation qui était, comme nous l'avons vu de 19, 6 millions de barils/jour en 2000, ce niveau de consommation implique que les Etats-Unis importent environ 57% du pétrole qu'ils consomment. Ses principaux fournisseurs sont : le Canada (1,68 million de barils/jour) ; l'Afrique de l'ouest (1,5 millions barils/jour); l'Arabie Saoudite (1,49 million de barils/jour) ; le Venezuela (1,46 million de barils/jour) ; et le Mexique (1,35 million de barils/jour). ([Annexe 9](#): Graphique : Consommation de pétrole des Etats Unis) ;(Annexe 10: Graphiques : Pourcentages des importations dans la consommation des Etats-Unis)

## **9 STRATEGIE DE COMPLEMENT DU DEFICIT AMERICAIN DE PETROLE**

Cette stratégie a consisté :

- 9.1 à s'emparer du pétrole Irakien pour le bénéfice des compagnies américaines ;
- 9.2 à ne pas s'opposer à la levée des sanctions qui frappaient la Libye en s'abstenant lors du vote du conseil de sécurité des Nations Unis sur ce dossier. Cette abstention est un leurre. On peut parier, sans grand risque de se tromper, que les Etats-Unis vont reprendre leur approvisionnement en pétrole en provenance de la Libye soit par la reprise de leurs importations soit par l'accaparement si besoin était;
- 9.3 à renouer le dialogue avec l'Iran. Cette nouvelle donne combinée avec une résolution durable de la problématique des ambitions nucléaires de l'Iran pourrait conduire à terme à la levée de l'embargo commercial américain qui frappe la république des Ayatollahs ;
- 9.4 à courtiser les Etats du bassin caspien. Les compagnies pétrolières américaines avaient commencé à s'intéresser aux abondantes ressources énergétiques de l'Asie centrale dès la première moitié des années 1990, et à investir des dizaines de millions de dollars, au Kazakhstan en particulier. Les Etats-Unis se proposaient d'aider les pays de la région à devenir moins tributaires des Russes en construisant de nouveaux pipelines pour acheminer le pétrole et le gaz vers les marchés étrangers sans passer par la Russie. Ils ont pris prétexte de leur guerre contre l'Afghanistan pour installer des bases militaires dans les Républiques ex-soviétiques d'Asie en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan.
- 9.5 Le nouvel intérêt des américains pour l'Asie centrale suscite les inquiétudes de Moscou et de Pékin qui se sont retrouvés avec le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan au sein de la [SCO \(Shanghai Cooperation Organisation\)](#). Cette organisation use des mêmes arguments que Washington, la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme musulman et le séparatisme pour s'armer et conduire des exercices militaires dans la région pour contrecarrer les ambitions américaines. Il est à craindre que la surenchère pour le pétrole d'Asie centrale ne s'accomplira pas sans tensions.

## **10 LE PETROLE AFRICAIN : MISE EN COUPE REGLEE DU CONTINENT**



- 10.1 La Stratégie adoptée par les américains pour cette mise en coupe réglée de l'Afrique s'appuie sur quatre objectifs :
- S'assurer de l'adhésion des Africains - Américains ;
  - Faire main basse sur le pétrole du golfe de guinée ;
  - Installer des bases militaires stratégiques ;
  - Consolider l'influence économique américaine dans la région ;

#### **A. S'assurer de l'adhésion des Africains Américains**

- 10.2 Une photo opportunité à Gorée, l'île au large des cotes du Sénégal par où transitaient jadis les esclaves en direction du nouveau monde a suffi à satisfaire le premier objectif, au yeux de George W Bush lors de la visite impériale qu'il a effectuée au Sénégal durant son récent périple africain qui l'a également conduit au Nigeria, en Afrique du Sud, en Ouganda et au Botswana. A cette occasion aucune avanie n'a été épargnée aux sénégalais. Les habitants de l'île cueillis au saut du lit ont été parqués dans un terrain vague pour des considérations d'ordre sécuritaire. Ces mêmes exigences de sécurité ont conduit à la fouille corporelle, par les agents de sécurité de l'escorte présidentielle américaine, des ministres de la république qui n'avaient pas été autorisés à l'accueillir à l'aéroport. Ces humiliations n'ont pas manqué de susciter la résurgence du passé douloureux des lieux visités. Elles marquent en tout cas de manière indélébile la soumission sans retenue du Président Wade et de son équipe à l'hégémonie américaine.

#### **B. Faire main basse sur le pétrole du golfe de guinée**

- 10.3 Sur le second point, la résonance des événements tragiques du 11 septembre 2001 ont servi, comme nous l'avons constaté, de prétexte aux américains pour se prémunir des menaces qui pèsent sur leurs sources d'approvisionnement proche orientales en pétrole, principalement celles en provenance de l'Arabie Saoudite. D'où la détermination américaine de s'approprier le pétrole Africain qui représente 8% des réserves mondiales.
- 10.4 L'inventaire de la production pétrolière en Afrique sub-Saharienne fait ressortir, pour l'année 2002, les chiffres suivants : 2 100 000 barils/jour pour le Nigeria, 900 000 barils/jour pour l'Angola, 283 000 barils/jour pour le Congo Brazzaville, 265 000 barils/jour pour la Guinée Equatoriale, 247 000 barils/jour pour le Gabon, 227 000 barils/jour pour le Soudan, 75 000 barils/jour pour le Cameroun, 26 000 barils/jour pour l'Afrique du Sud, 25 000 barils/jour pour la République Démocratique du Congo et 11 000 barils/jour pour la Côte-d'Ivoire ( [Annexe 11](#) : Graphique :Pétrole sud-Saharien en milliers de barils/jour, 2002).
- 10.5 Les Etats-Unis importent déjà d'Afrique de l'Ouest 1,5 millions barils/jour pour un investissement cumulé de 10 milliards de dollars. L'on s'attend, à terme, à ce que ces investissements atteignent annuellement le même montant pour une production globale de 770 millions de barils
- 10.6 Les revenus qui en découleront sont estimés, au cours de la prochaine décennie, à 200 milliards de dollars, soit plus de dix fois ce que reçoit annuellement la région en aide publique au développement. L'intérêt d'un tel

- pactole n'a pas manqué de provoquer des comportements dévoyés parce que peu regardants sur le chapitre des méthodes.
- 10.7 Ainsi en est-il de la détermination des américains à rouvrir, sans état d'âme, leur ambassade en Guinée Equatoriale, faisant par là même litière des exactions perpétrées contre les populations de ce pays par des dirigeants qui affichent un souverain mépris à l'égard des droits de l'homme. Témoin encore, le torpillage par ces mêmes américains, sous la pression des compagnies pétrolières américaines, de l'initiative tendant à rendre publics et obligatoires les paiements effectués par les multinationales pétrolières aux gouvernements<sup>iii</sup>. D'où les mécomptes encourus par British Petroleum (BP) qui a manqué de se faire expulser de l'Angola pour s'être risquée à déclarer 111 millions de dollars versés à des membres du gouvernement de ce pays en guise de prébendes.
  - 10.8 Il faut redouter que dans leur recherche obstinée de sources alternatives d'énergie, les américains ne finissent par semer les germes de nouveaux cycles de conflits, de corruption et de dégradation de l'environnement. Le catalogue de telles calamités qui affectent le continent et le mauvais usage de ses ressources qui paralyse son essor sont déjà légion.
  - 10.9 Au Nigeria, le revenu par tête d'habitant est moins de 1 dollar par jour en dépit des ressources financières colossales, provenant de la vente de son pétrole, lesquelles ont été évaluées à plus de 300 milliards de dollars ces 25 dernières années. L'on sait que cette manne, loin de contribuer au développement du pays, n'a fait qu'alimenter les comptes en Suisse de ses dirigeants et à financer dans des proportions extravagantes, des dépenses en armement et autres projets grandioses. S'ajoutent à cette liste les coups sévères portés en toute impunité à l'environnement par la compagnie Shell en pays Ogoni.
  - 10.10 Le pipeline qui relie le Tchad au Cameroun est un autre exemple qui démontre que les retombées attendues ne sont pas à la mesure des investissements réalisés. Long de 1000 Km, l'ouvrage a un coût estimé à 4,4 milliards de dollars financé par la Banque mondiale et la Banque Européenne d'Investissement à hauteur de 233 millions de dollars chacune, le reliquat étant reparti entre d'autres banques et les multinationales Exxon, Petronas et Chevron. Les revenus annuels escomptés pour ce projet sont de 4,7 milliards de dollars pour les banques et les multinationales, contre 62 et 18,6 millions de dollars respectivement pour le Tchad et le Cameroun.
  - 10.11 Dans cette opération, la Banque mondiale n'a eu à accorder qu'une subvention de 15 millions de dollars pour faire face aux coûts sociaux subséquents, à savoir : la pollution des sources d'approvisionnement en eau potable, les pertes de terres de chasse pour les pygmées, de récolte et de terres cultivables pour les paysans et l'influx massif de travailleurs immigrés, avec son cortège de maux qui ont nom prostitution et sida.
  - 10.12 D'autres exemples concernent des pays qui produisent du pétrole depuis des décennies comme le Gabon et de l'Angola mais dont les performances économiques sont moindres comparées à d'autres pays comme l'Ouganda, le Ghana ou le Sénégal qui ne disposent pas, quant à eux, de gisements pétroliers.

### **C. Installer des bases militaires stratégiques**

10.13 S'agissant du troisième point, l'intention avérée des américains d'essaimer des bases militaires sur tous les points stratégiques du continent répond à un double objectif. Le premier consiste à protéger les puits pétroliers et le second à mener une croisade anti-islamique déguisée sous le couvert commode de la lutte contre les « bases d'al-Qaida » qui sont supposées se trouver au Soudan, en Somalie et au Yémen. A Djibouti où stationnent des troupes américaines, le gouvernement s'est exécuté en expulsant les ressortissants des pays qui essuient les foudres de Washington s'exposant du coup à un déficit de main d'œuvre.

### **D. Consolider l'influence économique américaine dans la région**

10.14 Quant au quatrième objectif, la consolidation de l'influence économique des américains en Afrique, il s'articule autour de l' African Growth & Opportunity Act ([AGOA](#)), système par lequel des facilités d'exportation sont offertes aux pays africains. Les modalités de fonctionnement de l'[AGOA](#), en disent long sur les intentions américaines. Sur les produits exemptés de droits de douane exportés par ces pays aux Etats-Unis, 95% concernent les produits pétroliers.

10.15 De surcroît, l'une de ses dispositions léonines fait obligation aux pays africains désireux d'être éligibles au programme de s'engager résolument dans la voie du libéralisme économique et d'éliminer les barrières douanières, les exposant ainsi à n'être que des ghettos à allure de souks universels. Il n'est que de se référer, pour s'en convaincre, aux délocalisations opérées en Afrique par les entreprises occidentales en quête de main d'œuvre bon marché, à seule fin de soutenir la concurrence face à des pays comme l'Inde, la Chine ou le Brésil. En Ouganda, la firme qui fabrique des vêtements pour des marques telles que Target, Sportif USA et Gap, a choisi d'importer son coton des Etats-Unis plutôt que de recourir à la production locale parce que le coton américain coûte deux fois moins cher que celui de l'Ouganda du fait de l'octroi de 4 milliards de dollars de subventions aux 25 000 producteurs américains de coton. Ces largesses inouïes ont eu pour résultat de réduire artificiellement de 40% le prix du coton américain **iv**. Les producteurs Ougandais de coton en font donc les frais tandis que l'Ouganda ne tirait, en revanche, des facilités d'exportation américaines sous le régime de l'AGOA, que 32 000 dollars de revenus d'exportation cette même année 2002, ce qui est proprement dérisoire.

10.16 Comme l'Ouganda, les autres pays producteurs de coton en Afrique et dans le monde ont aussi été victimes de cette politique inique qui ne laisse pas de les pénaliser. C'est ainsi que des pays tels que le Burkina Faso, le Bénin, le Mali, le Tchad ou le Brésil ont saisi l' OMC pour dénoncer ces pratiques déloyales lors de la conférence de l' OMC qui s'est tenue à Cancun (Mexique) du 10 au 14 Septembre 2003. L' OMC dont le rôle devait être de tenter de remédier à ces excès a, au contraire, comme de coutume, opté pour un mode plus secret et moins transparent de consultations. Le processus est caractérisé par des procédures inventées au coup par coup pour répondre aux intérêts des puissants. Il est heureux que les délégations africaines aient refusé de se laisser enfermer dans cette stratégie de la diversion et de l'opacité pour ne

s'en tenir qu'à l'engagement pris par les pays industrialisés à Doha, de consacrer l'ordre du jour des négociations de Cancun au développement. Leur détermination à axer leurs revendications sur les questions relatives aux subventions agricoles des européens et des américains a conduit à un échec de la conférence qui est de bon augure en ce qu'il préfigure une solidarité qui a toujours cruellement fait défaut aux africains et dont ils ont désespérément besoin pour combattre les injustices dont ils sont victimes depuis des temps immémoriaux.

- 10.17 Des remèdes à ces graves distorsions qui entachent les échanges internationaux demeurent pourtant. La proposition du président français Jacques Chirac de mettre fin aux subventions européennes sur les produits agricoles exportés en Afrique si les Etats-Unis en faisaient autant en est un. Il suffisait que son homologue américain se rallie à cette idée pour que l'étau se desserre. George Bush qui reçoit un support politique et des contributions financières substantielles de la part des agro-industriels, des exportateurs de graines et des fabricants de pesticides n'a pu se résoudre à entériner cette proposition. Cette offre représentait pourtant une percée à plus d'un titre.
- 10.18 Elle marquait une rupture de la part du président français qui, tout au long de sa carrière, en tant que ministre de l'agriculture au début des années 1970, puis premier ministre et président de la république, s'était révélé un défenseur intraitable de la politique agricole commune (PAC) européenne, un système de subventions aux conséquences désastreuses pour l'environnement dans l'ouest et la survie des paysans du sud.
- 10.19 Elle aurait contribué à mettre fin aux mêmes pratiques de la part des américains qui ajoutent à leurs panoplies de subventions d'autres formes de distorsions commerciales qui ont nom crédits à l'exportation sous forme de primes d'assurances à bon marché, estimées annuellement à 7,7 milliards de dollars, octroyées aux exportateurs américains de graines. Associées à d'autres ruses commerciales, ces mesures discriminatoires et révoltantes permettent de réduire artificiellement les prix mondiaux de blé de 10% à 16%.
- 10.20 C'est par le biais de telles pratiques que les Etats-Unis parviennent à s'ouvrir les marchés des pays pauvres où les types d'assistance apportés par des organismes comme le Programme Alimentaire Mondial ((PAM) jurent avec les interventions américaines. Quand, pour pallier la famine, les pays donateurs offrent leurs contributions au PAM sous forme d'achat de produits alimentaires sur les marchés locaux africains, permettant ainsi aux paysans déjà pauvres de vendre leurs récoltes et aux victimes d'être nourries, les américains, quant à eux, proposent leurs propres produits constitués pour une large part, de céréales transgéniques. Ce faisant, ils privilégient ipso facto les pays à marché potentiellement lucratif en détrônant ceux qui le sont moins et qui sont les plus nécessiteux ; les Philippines reçoivent plus d'aide alimentaire de la part des Etats-Unis que le Mozambique, le Malawi, la Zambie ou le Zimbabwe.

## **11 ALTERNATIVES AFRICAINES**

- 11.1 Pour renverser la tendance, mettre fin au cycle d'exploitation et le substituer par une phase de mise en valeur, les pays d'Afrique sub-saharienne se doivent

d'impulser une nouvelle approche à leur développement. Ceci passe par un meilleur usage de l'ensemble des ressources du continent. De telles dispositions impliqueraient cinq nécessités. La première est d'ordre économique. Il s'agit de la transformation sur place des produits de base dans un processus d'industrialisation. La seconde a trait à la résolution de la dette. La troisième est de nature sociologique et politique. Elle doit donner lieu à une analyse critique du rôle et de la part de responsabilité des élites africaines dans la subjugation des masses de la région par l'occident, leur appauvrissement et leur déchéance. La quatrième relève du besoin de procéder à la moralisation des mœurs politiques en cours en Afrique. Toutefois, tant donné qu'aucun pays d'Afrique pris individuellement ne dispose d'un rapport de force favorable qui lui permettrait de s'impliquer avec succès dans un processus de cette nature, l'impératif de la cinquième nécessité s'impose, à savoir la construction de l'unité africaine, en commençant par la mise en place progressive d'un marché commun.

#### **a. Industrialisation**

- 11.2 Sur le bon usage des ressources du continent, il serait infiniment souhaitable que les pays producteurs d'Afrique sub-Saharienne fassent leurs conclusions d'une étude récemment publiée sur les stratégies de développement qu'ont adoptées les pays d'Amérique du nord, de l'Union Européenne et d'Asie de l'est. Celle-ci établit que les stratégies en question ont toutes eu pour fondement la régulation des investissements étrangers à seule fin de contribuer au développement réel des pays concernés, et non à leur appauvrissement. L'étude fait notamment observer qu'obligation avait été faite aux firmes désireuses de s'installer de conclure des partenariats avec des entreprises locales. C'est seulement quand une industrie locale avait atteint un certain niveau de sophistication et de compétitivité qu'un gouvernement s'orientait vers une plus grande ouverture de son économie et à la levée partielle de ses mesures protectionnistes.
- 11.3 Les pays qui s'affrontent dans l'arène de la mondialisation doivent se doter d'une solide base industrielle, d'un carnet de commandes de produits manufacturés bien rempli, d'un accès au marché des capitaux, d'un volume élevé d'investissements étrangers, d'un programme de privatisations tous azimuts et de la capacité d'ériger des barrières douanières et des systèmes de subventions de toutes sortes qui les protègent de la concurrence extérieure. L'Afrique ne dispose d'aucun de ces atouts.
- 11.4 La croissance industrielle en Afrique sub-Saharienne est passée de 8 % dans les années 1960 à moins de 1 % dans les années 1990. La part de l'Afrique dans le commerce mondial qui était de 3 % en 1990 n'est plus que de 1,4 % dont la quasi-totalité est relative à des produits de base et des matières premières.
- 11.5 Les investissements dans la région se font dans l'exploitation des ressources naturelles, particulièrement le pétrole et les minerais, perpétuant la dépendance de la région et son appauvrissement résultant d'une exploitation systématique de ses ressources sans la contrepartie d'investissements productifs, de créations d'emplois et d'exportations de biens manufacturés.

- 11.6 Les privatisations qui sont à la base des programmes de libéralisation se sont faites en Afrique sub-Saharienne en dehors du cadre traditionnel des offres d'actions des sociétés à privatiser sur les marchés boursiers avec un quota réservé aux nationaux. Cette procédure assure des cessations plus lucratives, une plus grande transparence, stimulent la mobilisation de l'épargne interne et le retour des capitaux exilés. Mais il n'existe de marchés boursiers qu'en Afrique du Sud, Côte-d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Kenya, Namibie, Zimbabwe, Ile Maurice, Ouganda et Tanzanie.
- 11.7 Dépourvues de ces offres et de telles dispositions, et avec des actifs laminés par des dévaluations orchestrées, les privatisations en Afrique subsaharienne n'ont été que de pures et simples liquidations. Ceci est particulièrement vrai dans les pays de la zone franc où la dévaluation de Janvier 1994 du franc CFA avait réduit à la portion congrue les prix d'achat des actifs publics. En guise d'illustration, entre 1988 et 1994, sur un échantillonnage de 550 établissements parapublics cédés au secteur privé, les pays de la région n'ont perçu qu'une somme de 2,4 milliards de dollars contre 113 milliards de dollars pour les autres régions du monde.
- 11.8 A ce manque à gagner, il convient d'ajouter l'absence de réinjection d'investissements sous forme de retour des capitaux exilés à l'instar de ce qui s'est passé en Amérique Latine et en Asie. Salomon Brothers, la banque américaine d'investissements, a estimé à 40 milliards de dollars l'afflux de ces types de capitaux en Amérique latine en 1991. Ce flux s'est monté à 56 milliards de dollars pour la Chine de 1989 à 1991. Le boom financier que connaissent présentement certains pays d'Orient n'a d'autre origine que ces retours massifs de capitaux naguère confinés à l'étranger.
- 11.9 En Afrique, il n'en a rien été. La [CNUCED](#) estime que pour chaque dollar de capital net qui entre en Afrique sub-Saharienne, c'est 1,06 qui en sort au titre des pertes dues à la détérioration des termes de l'échange, du service de la dette, du rapatriement des bénéfices des entreprises qui engrangent mais ne réinvestissent point, des réserves obligatoires fixées à des niveaux excessifs et des capitaux en fuite – 40% de l'épargne africaine sert ainsi à financer les déficits budgétaires des pays de l' [OCDE](#). Selon le *Financial Times*, les capitaux exilés africains étaient estimées, en 1991, à 135 milliards de dollars<sup>vi</sup>. Le retour de 10 % de ces capitaux aurait représenté plus de douze fois les investissements directs étrangers en Afrique.
- 11.10 Sur la question concernant le retour des capitaux exilés, les pays d'Afrique sub-Saharienne pourraient légiférer pour l'augmentation du Capital des sociétés parapubliques bradées au secteur privé international. Une telle action serait menée conjointement avec une campagne d'information invitant les travailleurs émigrés et les nationaux à souscrire une partie ou la totalité des actions à émettre. Ils deviendraient ainsi membres des Conseils d'Administration des sociétés concernées et auraient, de ce fait, leur mot à dire sur leur gestion, leurs programmes de réinvestissement, d'embauche et de modernisation ainsi que leur politique de fixation des prix des biens et services produits.
- 11.11 Quant aux mesures protectionnistes et à la panoplie de subventions dont usent et abusent les pays occidentaux et dont la perpétuation a été à l'origine

de l'échec de la conférence ministérielle de Cancun de l' [OMC](#) de Septembre 2003, l'Afrique en est dépourvue par les politiques de libéralisation que lui imposent les institutions de Bretton Woods (le FMI et la [Banque Mondiale](#)) dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurels.

- 11.12 Cette situation contraste singulièrement avec celle qui prévaut dans d'autres pays en Asie et en Amérique latine qui s'étaient vus assignés le même rôle de pourvoyeuse de matières premières dans la division internationale de travail imposée par l'ordre occidental.
- 11.13 Des pays comme la Chine, la Malaisie, l'Inde et le Brésil y sont parvenus en transformant sur place ces produits de base grâce à un transfert de technologie, à des investissements et à des mesures de protectionnisme et de subventions. C'est ainsi qu'ils sont non seulement autosuffisants sur le plan agricole, mais ont des surplus exportables à meilleur marché que les pays industrialisés bloquent en érigeant des quotas et en adoptant des mesures variées d'exclusion (subventions, protectionnisme, etc.).
- 11.14 Ils ont poursuivi des politiques d'industrialisation en les fondant sur les mêmes règles. Cela leur ont permis de produire des biens manufacturés à des coûts de production plus compétitifs que ceux des pays industrialisés.
- 11.15 Ainsi, la Chine, par exemple, qui a enregistré entre 1978 et 1995 un taux de croissance économique moyen de 6% fait désormais partie des économies majeures du monde. Il en est de même de l'Inde.
- 11.16 Ce dont l'Afrique a besoin pour sa reconstruction ne relève donc pas des traitements de choc des politiques qui gouvernent les programmes d'ajustement structurels, mais d'un plan fondé sur des politiques Keynésiennes de relance économique. Pour être viable, un programme économique de cette nature doit s'appuyer sur un marché unique subsaharien et impliquerait des mesures sélectives de protectionnisme, de subventions, de contrôle du mouvement des capitaux, de redistribution et de la résolution du problème de la dette Africaine.

## **b. La résolution de la dette**

- 11.17 S'agissant de la dette africaine, il est important de définir le contexte, les modalités et les mécanismes qui sont à son origine pour rendre intelligible son caractère illégal et justifier le recours à une instance d'arbitrage légitime dans le cadre du système des Nations Unies pour sa résolution. A cet égard, il faut savoir qu'il existe plusieurs sources de financement dont la plus importante, le marché des capitaux, est fermé aux pays d'Afrique au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud, du Botswana et du Sénégal. La raison de cette exclusion du marché des capitaux des pays d'Afrique noire est simple : ils ne disposent pas du sésame qui leur permet de s'endetter sur les places financières du monde et d'utiliser les sommes empruntées de la manière qui leur semble la plus appropriée. Ce sont des agences privées qui détiennent le pouvoir exclusif de décerner ce sésame connu sous la dénomination de « rating » ou notation financière **vii**.
- 11.18 Cette notation est délivrée sous forme de lettres alphabétiques. La notation la plus élevée, le « triple » A (AAA), est attribuée aux membres d'un club fermé qui compte parmi ses adhérents des pays industrialisés, des institutions

multilatérales de financement telles que le [FMI](#), la [Banque Mondiale](#), la [BAD](#) : Banque Africaine de Développement, de grands conglomérats multinationaux, etc. Le niveau de la notation dont jouit un emprunteur détermine les conditions plus ou moins favorables de prêts dont il peut jouir. Plus la notation est élevée moins les intérêts à payer sont importants et vice versa.

- 11.19 Mais, paradoxalement, en dépit de leur soi-disant insolvabilité, il est permis aux pays africains d'avoir recours aux pays industrialisés et aux institutions dont ils sont membres : le FMI, la Banque Mondiale et la BAD : Banque Africaine de Développement pour mobiliser des prêts en vue de financer leur développement. Ces institutions jouent donc les intermédiaires entre les pays d'Afrique et le marché des capitaux.
- 11.20 Ce rapport de force qui leur est favorable permet à ces bailleurs de fonds d'exercer un contrôle total sur les politiques de développement de ces pays et sur l'usage qu'ils doivent faire des prêts qu'ils leur accordent. Ils choisissent les projets et programmes qui forment la trame des activités économiques des pays débiteurs. Ils les évaluent selon leurs propres critères. C'est eux qui les jugent rentables, c'est-à-dire en mesure de générer des revenus susceptibles de rembourser les prêts qui les financent et les surplus financiers qui seront utilisés par les pays créanciers pour investir dans l'éducation, la santé, le logement, la sécurité, l'industrie, etc.
- 11.21 Toutes ces indications sont consignées dans les rapports d'évaluation rédigés par le personnel mandaté par les bailleurs de fonds et assisté de bataillons d'experts et de bureaux d'études fort onéreux pour les pays emprunteurs qui paient leurs émoluments et les privilèges qui s'attachent à leur statut d'expatriés. Les pays emprunteurs doivent accepter leurs conclusions. La latitude qui leur est donnée de les discuter est purement théorique. Tout pays qui se risquerait de discuter leur bien fondé se verrait immédiatement fermer tout flux monétaire de quelle qu'origine qu'il soit.
- 11.22 A ce premier stade d'évaluation et de « négociations » succède la phase d'exécution. Les bailleurs de fonds, munis d'une panoplie de procédures d'acquisition de biens et services maison, s'assurent que leurs projets et programmes sont exécutés par des entrepreneurs, bureaux d'études, consultants et personnel expatrié de leur choix. Durant toute cette phase d'exécution, leur personnel supervise en moyenne une fois par mois le bon déroulement des opérations en se rendant sur les sites mêmes des projets et programmes en voie de réalisation. Tous les trois mois, les bureaux d'études chargés de la supervision et de la surveillance des travaux leur soumettent des rapports d'avancement. Tous les ans des cabinets d'audit dont ils ont préalablement approuvé le recrutement leur soumettent des rapports d'audit en plus de ceux fournis par leurs propres auditeurs internes. A la fin de l'exécution des projets et programmes, ils rédigent eux-mêmes un rapport d'achèvement suivi, trois à cinq ans après, d'un rapport de post évaluation.
- 11.23 En dépit de toutes ces mesures au demeurant fort coûteuses, la grande majorité des projets financés n'ont pas atteint, selon les estimations mêmes de la Banque Mondiale, les objectifs initiaux qui leur avaient été assignés. En clair, l'absence de matérialisation des revenus et des profits projetés se traduit par un endettement qui a généré de la pauvreté et de la dépendance plutôt



que du développement. Il n'a été question de développement que pour servir d'alibi à tout un stratagème mis en place pour enfermer l'Afrique, avec la complicité de ses élus et de presque la quasi-totalité des membres de son élite, dans une camisole de force de dettes. Une telle situation est rendue pire par l'action complémentaire des banques commerciales qui financent, avec des crédits à court terme, les besoins de consommation des pays d'Afrique.

- 11.24 Les pays débiteurs étant insolvable, les arriérés s'accroissent. Qu'à cela ne tienne. Les pays membres du G7, principaux actionnaires du FMI et de la Banque Mondiale, prêteront aux débiteurs en difficulté les sommes dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs dettes. C'est ainsi que la Grande Bretagne peut accorder une « aide » à la Sierra Leone qui a servi en partie à rembourser des créances dues au FMI et à la Banque Mondiale. De même, dans un passé récent, près des trois quarts de l'assistance allouée à la Zambie ont servi à payer des créanciers externes. Ces chassés croisés financiers deviennent kafkaïens quand des fonds alloués aux pays emprunteurs par la Banque Mondiale, le FMI et la BAD : Banque Africaine de Développement servent à payer, dans un chassé croisé machiavélique, les dettes dues à l'une ou l'autre de ces organisations.
- 11.25 En contrepartie du privilège d'être maintenus sous perfusion, les pays d'Afrique doivent brader leurs actifs dans des programmes de privation qui sont, en réalité, des programmes de liquidation dans la mesure où le FMI s'assure préalablement que les monnaies de ces pays sont dévaluées. Ces dépréciations monétaires réduisent considérablement, comme on l'a vu, la valeur des actifs à privatiser. Les ressources que procurent ces privatisations étant insuffisantes pour permettre aux pays endettés de faire face à leurs obligations, il leur est demandé de consentir à d'autres sacrifices en réduisant leurs dépenses budgétaires relatives à l'éducation, la santé, à la masse salariale de la fonction publique, etc. ([Annexe 12](#) : Tableau : Les indices de la dette). Le stratagème du rééchelonnement de dettes qui permet aux « donateurs » de recouvrer des intérêts tout en perpétuant, *ad vitam aeternam*, les obligations des débiteurs vient s'ajouter à la panoplie des astuces utilisées pour maintenir sous servage les populations de tout un continent.
- 11.26 La question de l'annulation de la dette africaine a mobilisé toutes les énergies dans un élan humanitaire louable. Mais le problème de la dette est d'ordre juridique, conformément aux dispositions des accords de prêts en cas de litige. Car de litige, il s'agit bien. Par conséquent, il semblerait logique que le combat relatif à l'abrogation de cette dette doive être mené devant une instance d'arbitrage internationale, l'élan humanitaire n'intervenant que comme appoint moral, manifestation universelle de solidarité et dynamique de mobilisation de l'opinion publique internationale contre des pratiques usuraires qui n'affectent pas que l'Afrique.
- 11.27 En effet, l'emprunt procède d'une transaction financière entre deux ou plusieurs parties. Mais si cette transaction est préjudiciable à l'une des parties, celle qui a été dupée peut et doit recourir à la justice pour demander réparation et non quémander pour que justice lui soit rendue.

- 11.28 Il est impératif de garder à l'esprit que les pays insolubles et leurs populations n'ont pris aucune part dans l'élaboration des politiques, ni dans le montage des prêts qui les ont conduits à la faillite économique et sociale. En l'absence d'accès aux marchés des capitaux, l'Afrique noire a dû sous-traiter son développement aux institutions de [Bretton Woods](#) et à la [BAD](#) : Banque Africaine de Développement. Or le contrat de sous-traitance n'a pas été honoré. Les rapports de post-évaluation des projets financés par les banques multilatérales l'attestent. Ces documents sont disponibles. Il n'y a rien qui s'oppose à ce qu'une procédure d'arbitrage, sous l'égide des Nations Unies, soit engagée.
- 11.29 Il peut sembler déraisonnable de demander à un otage encore en détention et sans aucun espoir de liberté de traîner ses geôliers devant la justice. Pourtant, c'est la seule action envisageable au nom du droit, de la morale et de la justice sociale. Il est vrai que cette approche du problème peut paraître relever de l'utopie dans l'ère de la mondialisation où justice et équité sont administrées par une communauté dite internationale chez qui la raison du plus fort tient lieu de jurisprudence et l'humanitaire de justification morale modelée sur cette vision du monde.
- 11.30 Il n'en demeure pas moins qu'un début d'action pourrait consister, pour les pays de la région, à commissionner, par le biais de l'Union Africaine, un avis juridique sur la question auprès d'un panel de juristes internationaux.

### **c. Rôle des élites noires**

- 11.31 Pour se reconstruire après tous ces siècles d'asservissement et de descente aux enfers, les pays d'Afrique ne peuvent se permettre de faire l'économie d'une analyse critique du passé du continent et d'une restitution de la vérité historique sur le rôle joué par les dirigeants et les élites noirs dans l'asservissement de leurs peuples en tant qu'intermédiaires et collaborateurs du capitalisme international tout au long des périodes sombres de leur histoire - les années de plomb de l'esclavage et du colonialisme, les quatre décennies de cauchemar des post - « indépendances » et, présentement, le carrousel, sous le parrainage de leurs mentors occidentaux, des chefs d'états africains autour du NEPAD, un plan de développement fondé sur des recettes néolibérales et dont la finalité consisterait à livrer l'Afrique, un continent dévasté, aux fourches Caudines de la mondialisation.
- 11.32 Ce « syndrome noir » de la défection des dirigeants et des élites doit être systématiquement dénoncé, combattu et éradiqué. C'est un préalable d'une nécessité absolue aux changements radicaux de mentalité et de comportement sans lesquels aucun progrès, dans quelque domaine que ce soit, n'est envisageable pour les populations noires d'Afrique et d'ailleurs.

### **d. Moralisation des mœurs politiques**

- 11.33 Sur la moralisation de la vie publique, il est indispensable de mettre fin aux gabegies auxquelles nous assistons, s'agissant de l'utilisation des deniers publics. Dans un continent aussi exsangue que l'est l'Afrique, il est extrêmement révoltant de constater la désinvolture avec laquelle certains dirigeants dilapident les ressources de leurs pays, en témoignent les dépenses

inconsidérées qu'ils font supporter à leurs budgets par l'achat et l'entretien d'aéronefs. Les ministres et autres personnalités qui ne peuvent concevoir autrement leurs déplacements qu'en première classe avion ou en grosses cylindrées dont sont encombrés les parcs automobiles gouvernementaux, ne font guère mieux pour limiter les dégâts<sup>viii</sup>.

- 11.34 Lorsque les mesures préconisées seront complétées par une vigoureuse chasse à la corruption, il sera alors possible pour les opprimés de rêver d'espoir et de justice car si les choses restent en l'état, il faudra alors redouter qu'elles ne finissent par provoquer un embrasement généralisé dans tous les pays pauvres qui subissent la dure et inique loi des nantis. Un scénario dont se passeraient volontiers des populations africaines déjà meurtries par des siècles d'abus de toutes sortes et qui ont vécu ce type d'embrasement au quotidien au Rwanda, au Burundi, au Liberia, en Sierra Leone, en République Démocratique du Congo, etc..

## **12 CONSTRUCTION DE L'UNITE AFRICAINE**

- 12.1 La dissolution de [l'Organisation de l'Unité Africaine \(OUA\)](#) et son remplacement par l'Union Africaine ([UA](#)) qui devait signifier une rupture s'est révélée être un plagiat des institutions que l'Europe a mis près d'un demi siècle à créer (Assemblée, Conseil Exécutif, Commission, Parlement, Conseil Economique, Social et Culturel, Court de justice, Institutions Financières, etc.). Ce mimétisme signifie que les causes des échecs des précédentes tentatives d'union n'ont pas été retenues. Elles tenaient à la fâcheuse tendance des dirigeants Africains à embrasser des projets grandioses au lieu de recourir à une approche mesurée et calquée sur le long terme ; à l'absence de motivation réelle et de volonté politique de leur part ; à leur manie de signer entre eux des accords de coopération auxquels ils ne souscrivent pas, et leur propension, en revanche, à honorer, à la lettre, les traités qu'ils signent avec les pays industrialisés et qui vont gravement à l'encontre des intérêts de leurs peuples ; à un manque de ressources et à l'absence d'une gestion budgétaire rigoureuse et unifiée ; au recours aux politiciens en retraite ou en disgrâce et non à des professionnels aguerris pour pourvoir les postes dans les organisations régionales ; à l'interférence permanente des anciennes puissances coloniales peu enclines à voir l'Afrique s'assigner un autre rôle que celui de pourvoyeuse de matières premières et de produits de base.
- 12.2 Construire un chantier de l'envergure de l'UA nécessite une mise en place graduelle des institutions de la communauté et à l'érection de mesures de sauvegarde contre les règles biaisées du commerce international. La nouvelle tentative d'union, pour réussir, a besoin d'une motivation authentique et d'une volonté politique réelle de la part aussi bien des dirigeants Africains que de la communauté internationale ; de critères de sélection du personnel de l'organisation basés sur le mérite, la compétence, l'honnêteté et l'indépendance d'esprit; d'une implication de l'élite et des masses (Associations professionnelles, Syndicats, ONG, Société civile, intellectuels, étudiants, mouvements de jeunesse, etc.) dans la formulation des politiques et des stratégies. Il serait opportun de mettre sur pied des Clubs d'Union Africaine au niveau du Continent et au sein de la Diaspora et de les relier les uns aux

autres ainsi qu'aux organisations régionales et au siège de l'UA par un réseau intra net pour assurer la continuité des échanges, donner naissance à un esprit communautaire fondé sur la compréhension des coûts et bénéfices d'une coopération et n d'une intégration nécessitant un abandon partiel ou total de souveraineté nationale aux autorités régionales chaque fois que des solutions régionales sont requises pour résoudre des problèmes spécifiques ; d'une restructuration des groupements régionaux impliqués dans le processus de coopération et d'intégration économique en vue de donner une priorité absolue à l'accroissement du commerce intra régional.

- 12.3 Cela demanderait le renforcement des institutions dont l'UA doit se doter en priorité : une Organisation de Coopération Economique, une Union Africaine des Payements, des Chambres de Compensation et de Coopération Monétaire, etc. Des institutions qui doivent s'appuyer sur de solides fondations, être indépendantes et disposer de ressources financières suffisantes. Il est de première importance que l'UA fasse preuve d'une gestion budgétaire rigoureuse et unifiée pour permettre un fonctionnement sans heurts.
- 12.4 L'Union Africaine doit aussi se doter de la capacité d'emprunter, à des conditions avantageuses, sur le marché des capitaux. Pour ce faire, l'UA devra se voir octroyer la notation financière AAA. Cela ne sera possible qu'avec l'implication du conseil de sécurité des Nations Unies dans le processus. Un programme du type pétrole contre nourriture mis en place pour l'Irak peut être repris pour le compte de l'Afrique. Il s'agirait en l'espèce, d'un prélèvement d'une partie des recettes d'exportation des Etats Membres de l'UA pour financer leurs contributions au budget de l'Organisation pan-Africaine. Un niveau de tolérance zéro doit être de mise pour les arriérés sur cotisations. Cela permettrait également à l'organisation de lever des fonds en émettant des bons et obligations sur les marchés boursiers en Afrique et dans le reste du monde. Le dispositif devrait être complété par l'octroi de fonds à taux préférentiels de la part de la communauté internationale.
- 12.5 Le rôle de l'UA doit aussi s'étendre à l'émission de propositions novatrices sur l'intervention du secteur privé, l'implication de la communauté internationale, la réorientation des programmes de prêts bilatéraux et multilatéraux destinés à la région qui doivent substituer la notion « d'aide » à celle d'investissements, la résolution de la dette Africaine et le retour des capitaux exilés.
- 12.6 Sur le plan politique, l'UA doit démontrer sa capacité à être indépendante de toute interférence politique de tout Etat Membre de façon à ne privilégier que l'intérêt général et le bien commun de tous ses membres. Elle doit également veiller tout particulièrement au respect des droits de l'homme et aux principes démocratiques, en même temps qu'elle s'emploiera à décourager népotisme et tribalisme, générateurs de conflits ethniques tels qu'enregistrés ça et là. A cet égard, l'accent sera mis sur la création d'une force Africaine d'interposition, avec l'aide de la communauté internationale. Elle aura vocation d'intervenir partout où la paix et le respect des droits de l'homme seront menacés.
- 12.7 Mais la communauté internationale se doit aussi de revoir ses politiques de subventions qui pénalisent l'Afrique, d'ouvrir d'avantage ses marchés aux produits Africains, de cesser d'apporter son soutien aux despotes et d'armer

les seigneurs de guerre. Les spéculations sur les produits de base et les matières premières Africains qui n'ont cessé de faire chuter les prix de ces derniers doivent également cesser, tandis qu'un système de corrélation entre l'évolution de ces prix et ceux des biens et services produits par l'Occident devra être mis en place.

## **13 CONCLUSION**

- 13.1 Il est grand temps que l'Occident réalise que la reconstruction de l'Afrique sert ses intérêts comme celui de l'Europe d'après guerre a servi les intérêts des Etats-Unis. En effet, le talon d'Achille de la mondialisation repose sur le mode d'émission de sa masse monétaire. Comme nous l'avons vu, depuis l'abolition au début des années 1970 par Richard Nixon de l'étalon or et du régime des taux de change fixes et l'adoption de "l'étalon dollar", la création monétaire est totalement assujettie au volume des crédits que les banques accordent aux Etats, aux entreprises et aux particuliers.
- 13.2 Dans un tel contexte, la fortune des nations, des entreprises et des particuliers demeure une richesse illusoire basée sur un étalon papier : le dollar. Pour se prémunir de l'instabilité inhérente à ce capitalisme déboussolé, les tenants des mannes du billet vert, particulièrement les compagnies d'assurances, les banques et les fonds de pension anglo-américains, se font les acteurs principaux des transactions dans le marché des produits dérivés qui se chiffrent journallement à des milliers de milliards de dollars. Une course poursuite dérisoire pour se prémunir des fluctuations monétaires et qui laisse sur son sillage un univers de désolation.
- 13.3 Cette manière irresponsable de conduire les affaires du monde a mis à genoux ses principaux acteurs. Les déficits budgétaires et commerciaux des Etats Unis vont croissants tandis que l'économie Japonaise traverse une crise sans précédent depuis une décennie, en dépit de l'adoption de diverses politiques d'expansion qui ont injecté des milliards de dollars dans son économie. En Europe, singulièrement en Allemagne et en France, les économies de pointe ont du mal à respecter les critères de déficit budgétaire établis par l'Union Européenne (UE). Romano Prodi, le Président de l'UE, en est même arrivé à remettre en cause l'utilité du Pacte de Stabilité et de Croissance, une pièce maîtresse pourtant du dispositif politique et économique européen.
- 13.4 Ce n'est donc pas faire une faveur aux Africains que de mettre en place un programme de développement du continent. Le sort de l'économie mondiale en dépend, car seule la reconstruction de l'Afrique peut donner naissance à la création soutenue, sur des décennies, des millions d'emplois dont le monde a besoin pour restaurer ses équilibres. Il faut espérer que le bon sens et le pragmatisme finiront par l'emporter pour le plus grand bien des hommes. Il n'est pas inutile de rappeler que, selon le Bureau d'analyse économique des Etats Unis, c'est en Afrique que l'on réalise les taux de profit sur investissement les plus élevés du monde (19,4%) en moyenne en 2000 en dépit de son statut de continent sinistré.

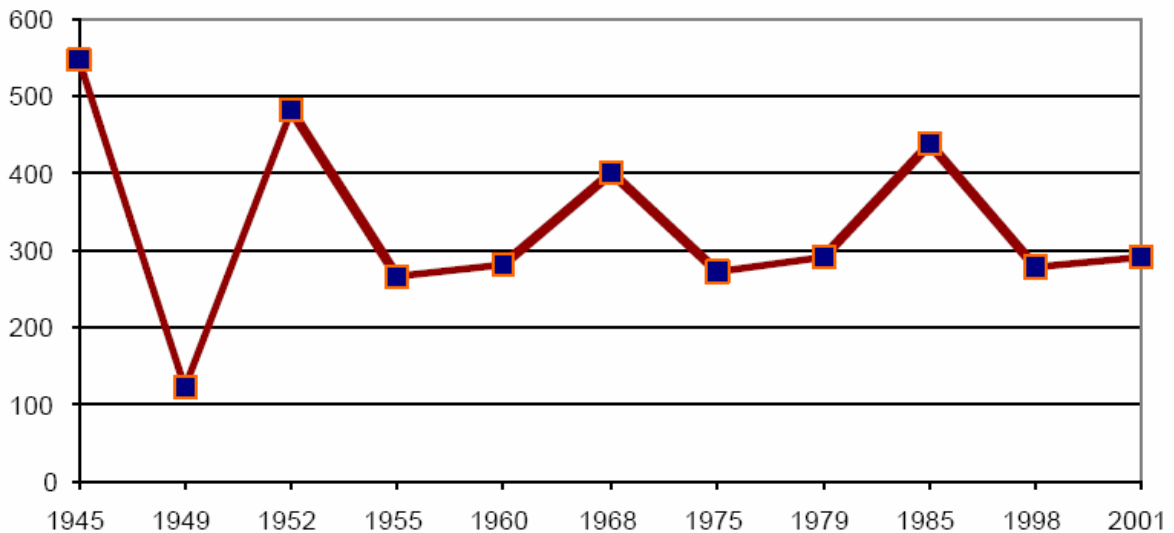
- 13.5 Il est donc indispensable de tourner résolument le dos à une division internationale du travail qui cantonne l'Afrique au rôle de pourvoyeuse de matières premières, de produits de base et de terrain de dumping pour les produits obsolètes occidentaux. Il faudra bien que le monde se rende compte que la résolution de ses problèmes passe par le développement du continent Africain. C'est la reconstruction de l'Europe d'après guerre qui a permis aux pays occidentaux de connaître trente années d'accumulation de richesse sans précédent. Il en sera de même pour la reconstruction de l'Afrique.
- 13.6 Des investissements productifs en Afrique, dans un cadre façonné par les actions décrites plus haut, à mener concomitamment par l'Union Africaine, ses Etats membres et la communauté internationale, seraient plus à même de garantir au monde créations d'emplois et bénéfices réels de tous ordres pour les décennies à venir tout en sauvegardant la fortune de tout ayant droit. Quant à l'Afrique, elle verrait mythe et réalité converger dans sa longue quête d'unité et de respectabilité.

\* Economiste Sénégalais

## ANNEXES

### [Annexe 1](#)

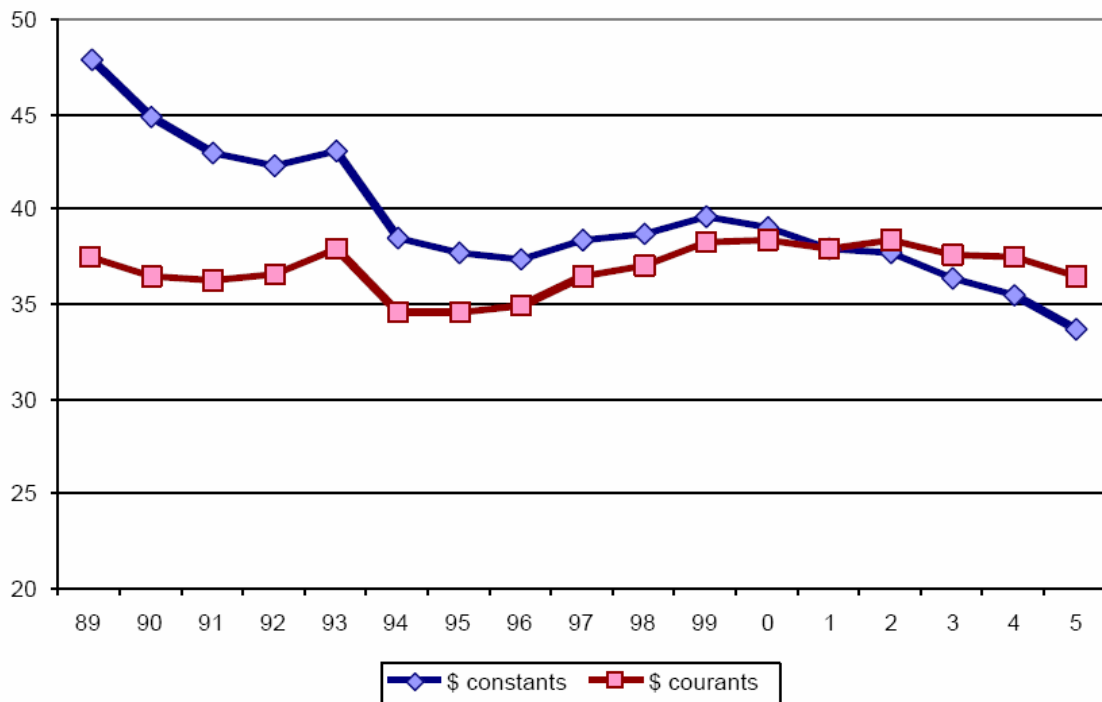
Les temps forts du cycle budgétaire en défense, États-Unis, 1945-2001, en milliards de dollars constants de 2001



Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.

### [Annexe 2](#)

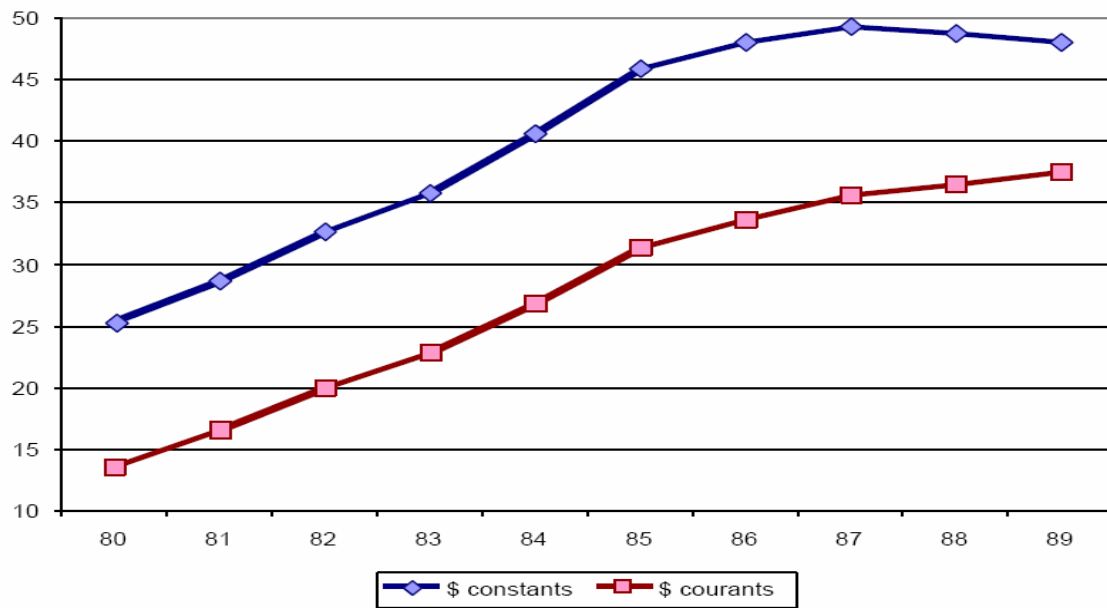
Évolution du budget de R-D militaire américain, 1989-2005, en milliards de dollars courants et constants (2001)



Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.

### Annexe 3

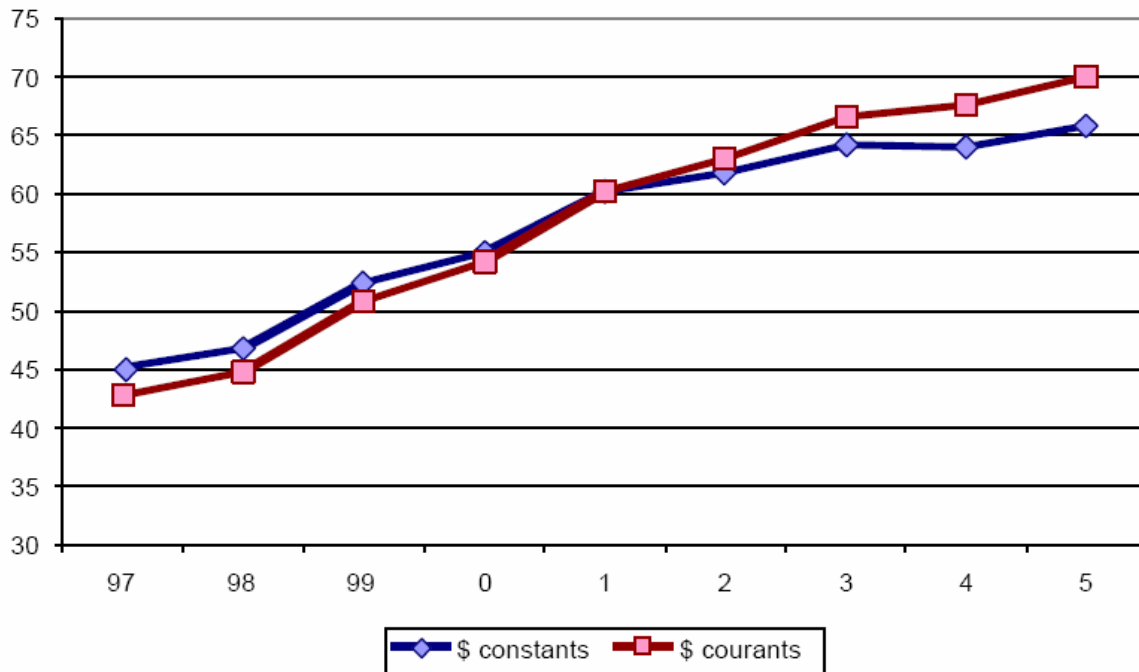
Évolution du budget de R-D militaire américain, 1980-1989, en milliards de dollars courants et constants (2001)



Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.

### Annexe 4

Le budget de défense des États-Unis affecté aux acquisitions, 1997-2005, en milliards de dollars courants et constants (de 2001)

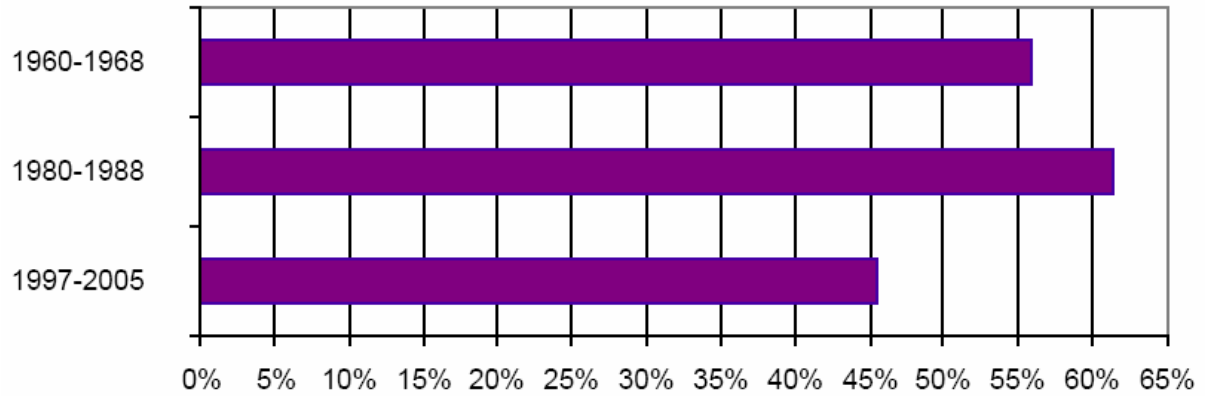


Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.



## [Annexe 5](#)

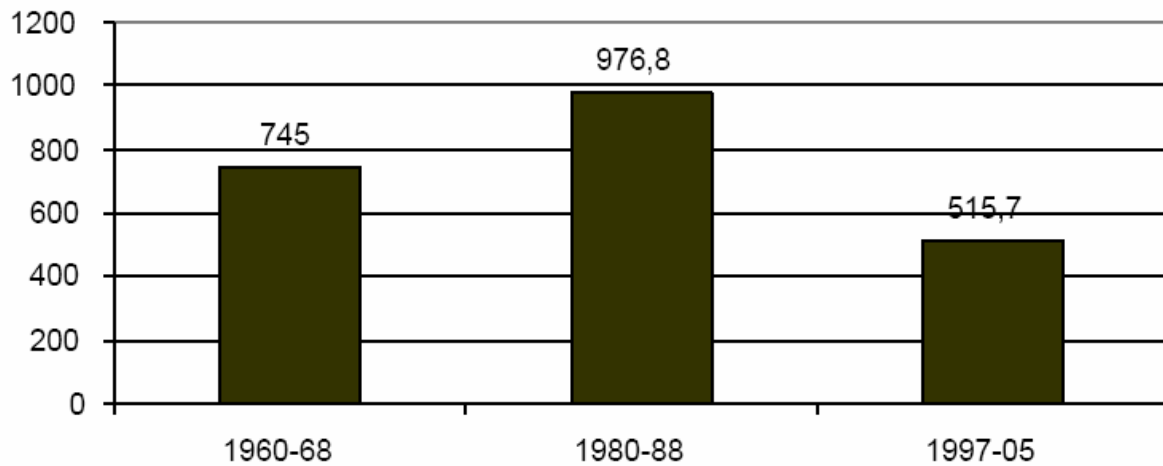
Les phases de croissance des dépenses en acquisitions franchies depuis 1960, États-Unis, pourcentage de la progression en dollars constants de 2001



Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.

## [Annexe 6](#)

Les phases de croissance des dépenses en acquisitions franchies depuis 1960, États-Unis, en dollars constants de 2001



Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.

[Annexe 7](#)

**Évolution des compressions budgétaires par poste,  
1985-1998, en pourcentage**

Poste	Réduction
Personnel	-30
Entretien et maintenance	-14
Acquisition	-66
R-D	-16
Autres	-59
Global	-37

Source : Office of Under Secretary of Defense, *National Defense Budget 2001*, Washington, 2000.

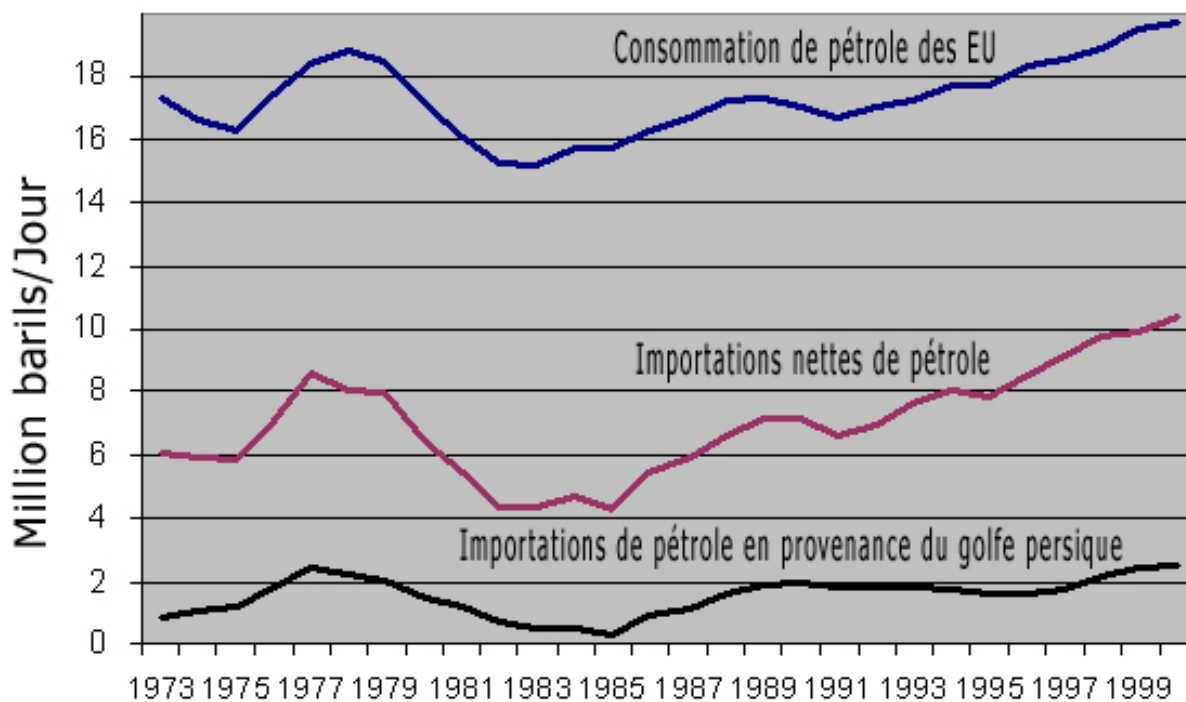
[Annexe 8](#)

**Quelques systèmes d'armes majeurs ayant  
atteint récemment le stade de la production,  
dépenses en milliards de dollars courants pour la période 1999-2001**

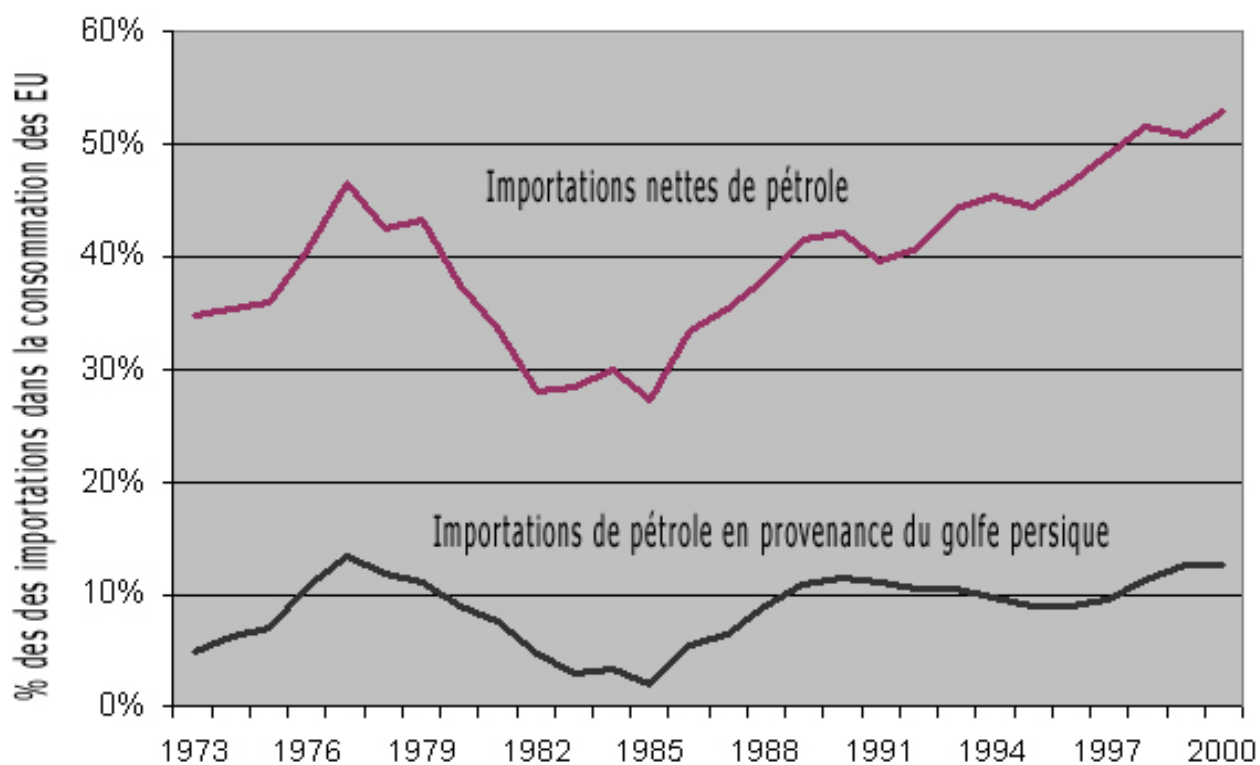
Programme	Service	Dépenses 1999 -2001	Maîtres d'œuvre
Ballistic Missile Defense	Conjoint	13,9	N.D.
Avion C-17	Air	9,8	Boeing
Destroyers Aegis DDG-51	Mer	9,3	Bath et Ingals
Chasseur F-18 E/F	Mer	9,2	Boeing
Theatre Missile Defense	Conjoint	8,8	N.D.
Chasseur F-22	Air	8,5	Lockheed-Martin et Boeing
Porte-avions CVN-77	Marine	5,7	Newport News
Sous-marin d'attaque NSSN	Mer	5,4	Newport News
National Missile Defense	Conjoint	4,5	N.D.
Avion V-22	Conjoint	4,1	Bell Textron
Transport amphibie LPD-17	Mer	3,7	Avondale
Chasseur Joint Strike Fighter	Conjoint	2,3	Lockheed-Martin et Boeing
Hélicoptère Apache	Terre	2,2	Boeing, Lockheed-Martin et Northrop-Grumman
Space Base Infrared System	Air	1,5	Lockheed-Martin
Hélicoptère Comanche	Terre	1,4	Sikorsky et Boeing
Sous-marin Trident II	Mer	1,4	Lockheed-Martin
Evolved Expandable Launch Vehicle	Air	1,3	Boeing et Lockheed-Martin
Medium Tactical Vehicle	Terre	1,2	Stewart & Stevenson
MILSTAR	Air	1,1	Lockheed-Martin
Missile Javelin	Terre	1,1	Raytheon et Lockheed-Martin

Source : Department of Defense , *Program Acquisition Cost by Weapon System*, Washington, février 2000.

## Annexe 9

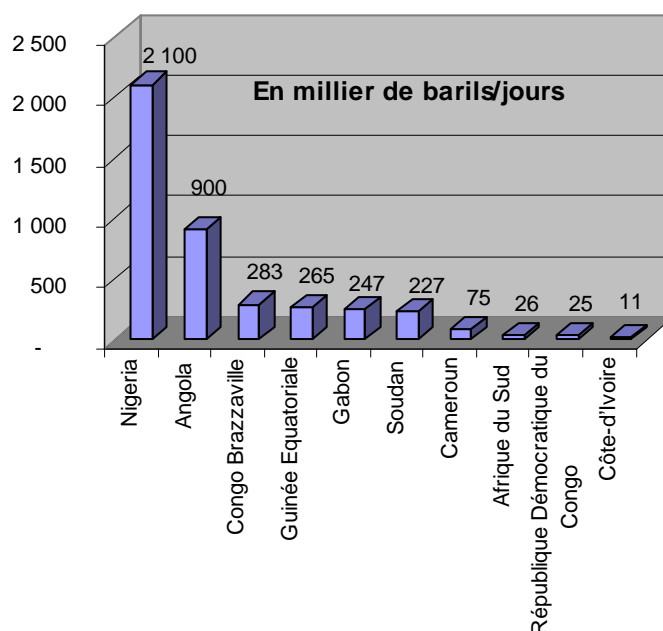


## Annexe 10



## Annexe 11

### la production pétrolière en Afrique sub-Saharienne



Source : EA/EU  
(Energy Information  
Administration /  
Economist  
Intelligence Unit)

## Annexe 12

### Les indices de la dette et de la pauvreté

Afrique Sub-Saharienne :				
Pays	Taux de croissance du revenu par habitant (1965-98)	Dette due par habitant	Dépenses publiques sanitaires par habitant	Transferts nets du FMI (1992-98)
	%	\$	\$	Millions de dollars
COTE D'IVOIRE	-0,8	1024	10,6	211
ETHIOPIE	-0,5	169	1,8	106
GHANA	-0,8	319	7,3	-560
GUINEE BISSAU	-0,1	803	1,8	0
MADAGASCAR	-1,8	301	2,8	-73
MALI	-0,1	302	5,1	123
MAURITANIE	-0,1	1,036	7,2	52
NIGER	-2,5	164	18,3	-4
NIGERIA	0	251	0,7	0
RCA	-1,2	263	6	-20
RDC	-3,8	268	1,7	-79
RWANDA	0	151	5,2	42
SENEGAL	-0,4	429	13,6	282
SIERRA LEONE	-1,6	254	2,1	47
SOUDAN	-0,2	604	1,9	-220
TCHAD	-0,6	149	5,6	31
TOGO	-0,6	322	3,7	13
ZAMBIE	-2	708	8,1	-297

Source: <http://www.jubilee2000uk.org>

- World Development Indicators, 2000 - Global Development Finance, 2000

## NOTES

### Notes

---

<sup>i</sup> Source : EIA/EIU ([Energy Information Administration](#) / [Economist Intelligence Unit](#))

<sup>ii</sup> Données fournies par le [Département américain de l'énergie](#) (EIA)

<sup>iii</sup> Sous les auspices de « [Extractive Industries Transparency Initiative](#) »

<sup>iv</sup> Selon le [Comité Consultatif International du Coton](#) basé à Washington

<sup>v</sup> (1). [Le Programme des Pays du Nord Sur l'Investissement à l'OMC: FAITES CE QUE NOUS DISONS, PAS CE QUE NOUS AVONS FAIT](#) par Ha-Joon Chang (Université de Cambridge) et Duncan Green ([CAFOD](#)) South Centre/[CAFOD](#), Juin 2003 (version française)

(2). [The Northern WTO Agenda on Investment : Do as we say, not as we did](#), South Centre/Cafod, June 2003 (English version)

<sup>vi</sup> Cf. "Left out in the cold" & "Reforms catch the eyes", Financial Times, 20 may 1996.

<sup>vii</sup> Lire Ibrahim Wade : « [Ces puissantes officines qui notent les Etats](#) », Le Monde diplomatique, février 1997

<sup>viii</sup> Lire Sanou MBAYE: « [L'Afrique noire face aux pièges de la mondialisation](#) », Monde Diplomatique – Juillet 2002 -